

Les forces de gauche s'imposent de justesse aux élections législatives au Danemark

Le Bloc rouge rassemblant les partis de gauche est arrivé en tête des élections législatives anticipées au Danemark le 1er novembre.

Le Parti social-démocrate (SD), dirigé par la Première ministre sortante Mette Frederiksen, a recueilli 27,54% des suffrages et remporté 50 des 179 sièges du *Folketing*, chambre unique du Parlement, soit +2 élus par rapport aux élections législatives du 5 juin 2019. Le parti reste de loin le premier du pays. « *Il s'agit des meilleures élections pour les sociaux-démocrates depuis plus de vingt ans* » a indiqué Mette Frederiksen à l'annonce des résultats.

Le Parti socialiste populaire (SF), conduit par Pia Olsen Dyhr, a obtenu 8,29% des voix et 15 sièges (+ 1) ; la Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E) a recueilli 5,16% des suffrages et conquis 9 sièges (- 4).

En revanche, le Parti social-libéral (RV), emmené par Sofie Carsten Nielsen, a été sanctionné pour avoir été à l'origine de la chute du gouvernement (le parti avait lancé un ultimatum à Mette Frederiksen pour convoquer des élections après les vacances d'été, au plus tard à l'ouverture de la session du Parlement le 4 octobre 2022 [1]). Le parti a obtenu 3,79% des voix et a divisé son nombre d'élus par deux : 7 (- 9), soit l'un des résultats les plus faibles de son histoire. La dirigeante de RV avait indiqué, durant la campagne électorale, qu'elle soutiendrait le maintien de Mette Frederiksen au poste de Premier ministre, une déclaration qui a déstabilisé nombre des membres de son parti. L'Alternative (A), parti écologiste et pro-européen dirigé par Franciska Rosenkilde, a recueilli 3,33% des suffrages et gagné 6 sièges.

Ensemble, ces cinq partis obtiennent donc 48,11% des suffrages et 87 sièges. Les forces de gauche remportent également deux sièges du Groenland et un des sièges des îles Féroé, ce qui leur permet d'atteindre la majorité de 90 sièges.

Le Bloc bleu qui rassemble les partis de droite a obtenu 41,06% des voix et 72 sièges.

Le Parti libéral (V), parti dirigé par Jakob Ellemann-Jensen, a recueilli 13,31% des voix et a divisé son nombre de députés par deux : 23 élus (-20), son plus faible résultat depuis les élections législatives du 10 mai 1988 (à l'époque, il était dirigé par Uffe Ellemann-Jensen, père du leader actuel).

Les Démocrates du Danemark (AE), récemment fondés par l'ancienne ministre de l'Immigration et de l'Intégration (2015-2019) du gouvernement de Lars Lokke Rasmussen (V), Inger Støjberg (ancienne membre du Parti libéral), fait son entrée au parlement avec 8,08% des suffrages et 14 députés. L'Alliance libérale (LA), emmenée par Alex Vanopslagh, a obtenu 7,87% des suffrages et 14 sièges (+ 10) (le parti semble avoir attiré de nombreux anciens électeurs du Parti libéral) ; le Parti populaire conservateur (KF), conduit par Soren Pape Poulsen, a recueilli 5,51% des voix et 10 sièges (- 2) et la Nouvelle Droite (D), parti nationaliste fondé et dirigé par Pernille Vermund, 3,66% des voix et 6 élus.

Le Parti du peuple (DF), parti populiste de droite emmené par Morten Messerschmidt, enregistre un net recul : il a obtenu 2,63% des voix et remporté 5 sièges (- 11), soit son plus faible résultat son entrée au Folketing il y a 24 ans.

[1] Cette motion de censure était une conséquence de la gestion du « scandale des visons ». En novembre 2020, environ seize millions de visons ont été tués après l'identification d'un variant du coronavirus dans les élevages du pays. Cependant, le gouvernement danois a outrepassé ses pouvoirs en prenant la décision de supprimer les visons, il ne disposait en effet d'aucune base légale pour ce faire. Le 30 juin 2022, une commission d'enquête a affirmé que Mette Frederiksen avait délibérément trompé ses compatriotes mais qu'elle était ignorante du fait que l'abattage des visons ait été une action illégale.

Élections législatives au Danemark

1er novembre 2022

Enfin, les Modérés (M), créé par l'ancien Premier ministre (2015-2019) Lars Lokke Rasmussen, à l'époque dirigeant du Parti libéral, font leur entrée au parlement avec 9,27% et 16 élus.

La participation a été quasiment équivalente à celle enregistrée lors des précédentes élections législatives du 5 juin 2019. Elle s'est élevée à 84,10% (- 0,44 point). Elle est cependant la plus faible depuis 1990, les Danois étant traditionnellement très nombreux à remplir leur devoir civique.

Résultats des élections législatives du 1er novembre 2022 au Danemark**Participation : 84,10%**

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SD)	973 244	27,54	50
Parti libéral (V)	470 289	13,31	23
Modérés (M)	327 659	9,27	16
Parti socialiste populaire (SF)	292 915	8,29	15
Démocrates du Danemark (AE)	285 614	8,08	14
Alliance libérale (LA)	278 098	7,87	14
Parti populaire conservateur (KF)	194 808	5,51	10
Liste de l'unité-Alliance rouge-verte (E)	182 305	5,16	9
Parti social-libéral (RV)	133 802	3,79	7
La Nouvelle Droite (D)	129 410	3,66	6
L'Alternative (A)	117 629	3,33	6
Parti du peuple (DF)	93 100	2,63	5
Chrétiens démocrates (K)	18 503	0,52	0
Autres	36 003	1,02	0

Source : Institut danois de la statistique <https://www.dst.dk/valg/Valg1968094/other/Valgopgorelse2022.pdf>

Après l'annonce des résultats, Mette Frederiksen a déclaré que le gouvernement sortant (un gouvernement minoritaire formé par le seul Parti social-démocrate et soutenu par les quatre autres partis de l'aile gauche de l'échiquier politique) ne disposait plus de la majorité dans le pays. La Première ministre sortante a répété qu'elle maintenait sa main tendue vers les partis du centre.

Durant la campagne électorale, elle avait fait part de son souhait de former un gouvernement élargi « *parce que les temps sont difficiles et les crises entremêlées* ». La

Première ministre sortante s'était déclarée favorable à la constitution d'un gouvernement de « grande coalition » dans un mouvement qui casserait le système traditionnel de la politique des deux blocs. « *Les temps sont venus d'essayer une nouvelle forme de gouvernement au Danemark. Nous sommes prêts pour les compromis et la collaboration. Nous souhaitons un gouvernement élargi, constitué de partis issus des deux côtés de l'échiquier politique* » avait-elle indiqué.

Seuls le Parti social-libéral et les Modérés s'étaient montrés intéressés par la proposition de la cheffe du gouvernement.

« *Le chaos est la dernière chose dont le Danemark a besoin* » a souligné Mette Frederiksen après l'annonce des résultats. « *Cela va prendre du temps et des compromis seront nécessaires* » avait-elle admis au cours du débat qu'elle avait eu avec les autres dirigeants des partis politiques. « *La formation d'un nouveau gouvernement sera très difficile. Crise climatique, inflation, guerre en Europe... et une potentielle récession de l'économie européenne, chacun de nous doit mettre derrière lui les mots durs que nous avons échangés lors de la campagne électorale et doit accepter de s'asseoir à la table des négociations* » a déclaré le Première ministre sortante.

« *Il ne s'agit pas de penser bloc rouge ou bloc bleu mais de savoir où est le bon sens* » a affirmé Lars Lokke Rasmussen. « *Nous ferons tout notre possible pour être le trait d'union, c'est l'idée* » avait-il déclaré au moment de remplir son devoir civique. Il a promis de « *construire des ponts* ».

L'ancien chef du gouvernement a assuré ne pas chercher un troisième mandat de Premier ministre. Il dit vouloir sortir des logiques gauche/droite et fédérer autour d'un projet centriste.

« *La Première ministre veut un gouvernement large parce qu'elle veut être à nouveau Première ministre. La chose est possible mais ce dont nous sommes sûrs, c'est que le Danemark doit avoir un nouveau gouvernement* » a déclaré Lars Lokke Rasmussen qui sait qu'il tient l'avenir de Mette Frederiksen en partie entre ses mains.

« *Nous espérons un gouvernement constitué des libéraux, des sociaux-démocrates et des modérés* » a déclaré le numéro deux des Modérés, Jakob Engel-Schmidt.

Le Danemark a été gouverné par une « grande coalition », rassemblant le Parti social-démocrate et le Parti libéral, sous le troisième gouvernement de Anker Jorgenson (SD) en 1978. Celle-ci a alors duré quatorze mois.

« *Une des grandes questions maintenant est de savoir si Lars Lokke Rasmussen aura la volonté et le courage de passer à l'acte* » a déclaré le rédacteur en chef du quotidien Politiken, Christian Jensen. « *Si Mette Frederiksen parvient à l'attirer dans cette voie, elle peut faire de son triomphe un tournant historique dans la politique danoise* » a-t-il ajouté

Les négociations pour former le prochain gouvernement pourraient être longues. Et Lars Lokke Rasmussen fait figure d'homme expérimenté qui sait très bien faire valoir ses intérêts. « *Il a été extrêmement habile, en se plaçant au-dessus des autres candidats et en faisant campagne pour un gouvernement au centre, sans dire qui il pourrait soutenir au poste de Premier ministre* » a affirmé le professeur de science politique de l'université d'Aarhus, Rune Stubager. « *Dans le contexte actuel, son expérience en tant que ministre de l'Intérieur et de la Santé, (2001-2007) a aussi contribué à sa crédibilité* » a-t-il ajouté.

un lendemain des élections législatives, il est bien difficile d'avancer le nom de la personne qui résidera à Marienborg, demeure du Premier ministre danois située au nord de Copenhague.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.